

REvue

POUR LES PARLEMENTAIRES

PÉRIODIQUE CONSACRÉ AUX ÉNERGIES
RENOUVELABLES

DANS CE NUMÉRO

BÉNÉFICES TIRÉS DES ÉNERGIES RENOUVELABLES 2

Répondre à la crise de la COVID et assurer un développement durable

ÉTUDES DE CAS 4

Italie, Nigéria,
République de Corée

POINT DE VUE 4

Ibtissame Azzaoui, Maroc

SUR LE TERRAIN 5

Les plans de stimulation basés sur les énergies renouvelables apportent des avantages en matière d'emploi et de croissance

ORIENTATIONS POLITIQUES 7

Mesures pour stimuler la reprise et accélérer la transition énergétique

QUELQUES PUBLICATIONS 9

DIALOGUE DES LÉGISLATEURS DE L'IRENA 10

FORUM DES LÉGISLATEURS DE L'IRENA 2021 11

Rapport à la onzième assemblée de l'IRENA

S'ENGAGER AUPRÈS DE L'IRENA TOUT AU LONG DE L'ANNÉE 12

LA RELANCE POST-COVID : UN PROGRAMME POUR LE DÉVELOPPEMENT, LA RÉSILIENCE ET L'ÉGALITÉ

La pandémie de COVID-19 a dévasté la vie de personnes dans le monde entier. En plus du nombre tragique de morts, les mesures de confinement généralisées ont plongé l'économie mondiale dans une grave crise qui pourrait devenir la pire récession depuis la Grande Dépression des années 1930.

Le besoin de confiner les économies pour lutter contre le virus a gravement affecté plusieurs secteurs, causé des pertes d'emplois massives dans de nombreux pays et réduit les revenus et les perspectives économiques dans le monde entier. Sur les marchés de l'énergie, la demande a chuté à des degrés divers, précipitant la plus forte baisse des prix du pétrole depuis deux décennies. Si certaines évolutions de ces derniers mois peuvent s'avérer temporaires, le monde post-COVID-19 sera foncièrement différent.

La paralysie d'une grande partie de l'économie a conduit à des réductions significatives et temporaires des émissions de gaz à effet de serre, les émissions industrielles mondiales devant afficher en 2020 leur plus forte baisse annuelle depuis la Seconde Guerre mondiale. Ce qui, en soit, ne fait que souligner à quel point les progrès en matière de décarbonation sont insuffisants dans le monde.

Les décideurs politiques ont désormais l'occasion unique d'aligner les investissements, les réglementations et les politiques à court terme sur le besoin à long terme d'économies et de sociétés décarbonées. En plaçant les transitions énergétiques au centre des plans nationaux de relance, les gouvernements peuvent atténuer le ralentissement économique actuel tout en luttant contre la crise climatique.



Photograph: Shutterstock

BÉNÉFICES TIRÉS DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

RÉPONDRE À LA CRISE DE LA COVID ET ASSURER UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

- » **Les politiques gouvernementales et les choix en matière d'investissements pour répondre à la crise de la pandémie de COVID-19 peuvent créer la dynamique auto-génératrice nécessaire à la mise en œuvre d'un changement systémique et à la transformation énergétique.**
- » **Pour accompagner un changement durable des économies locales, il est nécessaire de compter sur des politiques industrielles et des programmes d'enseignement et de formation ciblés pour préparer la population active de demain et promouvoir les différents maillons de la chaîne de valeur.**

Le secteur de l'énergie, toujours au centre de l'économie mondiale, joue un rôle essentiel dans la crise du coronavirus (COVID-19). Les mesures de riposte, notamment les confinements généralisés, ont perturbé la production et les chaînes d'approvisionnement, réduit la demande de biens et de services, fait baisser les prix des produits de base et provoqué un repli économique massif dans le monde. Parallèlement à la crise sanitaire, des centaines de millions de personnes ont perdu leur emploi ou ont vu leurs moyens de subsistance menacés.

Bien qu'elles souffrent à l'image de l'ensemble de l'économie mondiale, les énergies renouvelables se sont néanmoins révélées plus résilientes que d'autres parties du secteur. Avec la chute libre de la demande d'énergie des transports et des usages industriels, les combustibles fossiles ont été quant à eux durement touchés. La forte baisse des prix du pétrole suscite par ailleurs des inquiétudes quant à la volatilité et à la viabilité à long terme, alors même que les combustibles fossiles commencent à montrer des signes de reprise, du moins à court terme. Dans le même temps, les systèmes électriques qui reposent sur des parts élevées d'énergies renouvelables continuent de fonctionner efficacement.

Lorsqu'elle est intégrée dans des plans de stimulation et de relance, la transition énergétique peut représenter un investissement sur le long terme. La crise a par ailleurs révélé les insuffisances du système actuel vis-à-vis de sa dépendance aux combustibles fossiles et ses importantes lacunes en matière d'accès à l'énergie qui, à leur tour, ont un impact négatif sur les soins de santé, l'approvisionnement en eau et les technologies de l'information et de la communication, entre autres services vitaux. Un paquet d'investissements axés sur la transition énergétique peut aider à surmonter la crise économique et à créer des emplois particulièrement nécessaires, à court terme et au-delà.

Il est primordial d'aligner la reprise à court terme sur les stratégies à moyen et long terme si l'on veut atteindre les objectifs de développement durable (ODD) et l'Accord de Paris sur le changement climatique.

Les mesures politiques et les investissements de stimulation et de relance peuvent entraîner un changement structurel plus large, en encourageant les stratégies nationales et régionales en matière de transition énergétique comme étape décisive de la construction d'économies et de sociétés résilientes. Le secteur de l'énergie doit être considéré comme faisant partie intégrante de l'économie au sens large, si l'on veut comprendre le plein impact de la transition et veiller à ce qu'elle soit opportune et juste.

Les investissements dans la transition énergétique peuvent dynamiser l'économie pendant la période de relance 2021-2023 et créer de très nombreux emplois. Les mesures de stimulation peuvent accélérer les tendances positives actuellement observées. En 2019, les énergies renouvelables et les autres technologies de la transition ont attiré des investissements à hauteur de 824 milliards USD. Sur la période de relance comprise entre 2021 et 2023, ces investissements devraient plus que doubler pour atteindre près de 2 000 milliards USD, puis continuer de croître à une moyenne annuelle de 4 500 milliards USD sur l'ensemble de la décennie jusqu'en 2030. Les fonds gouvernementaux ont la capacité de multiplier par 3 ou 4 les investissements privés, et devraient être utilisés de manière stratégique pour orienter les décisions en matière d'investissement et les financements dans la bonne direction.

Les investissements institutionnels et les obligations vertes seront essentiels, tout comme des programmes de crédit, d'investissement et de financement dédiés. Pour l'instant, la pandémie semble avoir fait croître l'intérêt des investisseurs pour les actifs durables. Les investisseurs institutionnels peuvent choisir de s'orienter davantage vers les énergies renouvelables, aussi bien pendant la relance qu'au-delà. En alignant leurs portefeuilles d'investissement sur un avenir sans danger pour le climat, les investisseurs ont également la possibilité de mieux anticiper les nouvelles exigences réglementaires et l'évolution des normes fiduciaires.

Les bénéfices socio-économiques augmenteraient déjà dès les trois premières années des plans de relance, tout en accélérant simultanément la transition énergétique. Si les investissements nécessaires sont mobilisés et que des politiques de relance habiles sont mises en place, la transition pourrait augmenter le PIB de 1 % supplémentaire, en moyenne sur trois ans, par rapport aux plans actuels.

Chaque million de dollars investi dans les énergies renouvelables ou la flexibilité énergétique pourrait créer au moins 25 emplois, et chaque million investi dans l'efficacité pourrait engendrer environ 10 emplois. Fortes de la stimulation de ces investissements supplémentaires, d'ici 2023, les technologies liées à la transition énergétique pourraient créer 5,5 millions d'emplois de plus (dont 2,46 millions dans le domaine des énergies renouvelables) que ce que permettrait un scénario moins ambitieux.

La transition entraînerait des gains nets en matière d'emploi dans toutes les régions du monde, y compris celles où les combustibles fossiles concentrent aujourd'hui une grande partie de la main-d'œuvre. Les options intéressantes ne manquent donc pas pour reconvertir les emplois dans le domaine des combustibles fossiles et offrir de nouvelles

possibilités à la main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée travaillant dans d'autres secteurs. De tels bénéfices reposent sur l'exploitation et l'amélioration des capacités industrielles locales, le renforcement des chaînes d'approvisionnement, la mise en place de programmes d'éducation et de formation adéquats et l'adoption de politiques pertinentes concernant le marché du travail. Des politiques industrielles tournées vers l'avenir peuvent créer des industries vertes, tant dans les pays développés que dans ceux en développement.

Si les investissements sont réalisés dès maintenant, ils peuvent permettre à la production d'énergie renouvelable de croître cinq fois plus vite que les plans actuels ne l'indiquent. Un tel essor nécessite des dépenses initiales considérables, ainsi qu'une réévaluation du rapport coût-rendement des actifs existants.

Les mesures de relance adoptées sur les trois prochaines années peuvent soit déclencher une transition décisive vers des systèmes énergétiques résilients, soit provoquer un enlèvement durable dans des pratiques insoutenables. Une approche politique holistique, fondée sur un développement énergétique sans danger pour le climat, mais également compatible avec les impératifs à court terme, apporterait de nombreux bénéfices tout en contribuant à préparer le terrain pour une transition juste.

Il faut protéger les projets d'énergie renouvelable, y compris les centrales à échelle industrielle existantes ainsi que celles en construction, les investissements dans la production décentralisée et les infrastructures de réseau adaptées aux énergies renouvelables. Parallèlement à la production d'énergie renouvelable, des mesures pourraient stimuler les industries de fourniture d'équipements (comme les usines de batteries, par exemple), les infrastructures habilitantes (réseaux intelligents, renforcement des réseaux, recharge de véhicules électriques, chauffage et refroidissement urbains, hydrogène), l'efficacité énergétique et l'accroissement de l'électrification des utilisations finales.

Les investissements en matière énergétique déployés pour répondre à court terme aux effets de la pandémie peuvent servir des objectifs de plus en plus ambitieux et à plus long terme dans le domaine des énergies renouvelables, tout en améliorant l'efficacité de tous les secteurs et en renforçant les engagements sur le climat. Les contributions déterminées au niveau national (CDN) en vertu de l'Accord de Paris, qui définissent les objectifs en matière d'énergie renouvelable, sont déjà déphasées par rapport aux tendances actuellement observées sur le marché. Si l'énergie renouvelable continue de croître au même rythme que sur la période 2015-2018, les objectifs mondiaux cumulés marqués pour 2030 pourraient être atteints dès 2022.

Des mesures à court terme peuvent également encourager la transition énergétique dans des utilisations finales comme le chauffage et le transport, lesquelles représentent une part importante de la demande totale d'énergie. Le plan de stimulation post-COVID pourrait englober des systèmes de chauffage et de refroidissement à base d'énergie renouvelable auxquels seraient associées des mesures d'efficacité énergétique dans les bâtiments, l'électromobilité à partir de sources d'énergie renouvelables, et les combustibles bioénergétiques ou issus de l'hydrogène vert pour le secteur des transports.

L'électrification accrue des infrastructures d'utilisation finale, notamment à travers la recharge des véhicules électriques et l'électrolyse pour la production d'hydrogène, fait partie des exigences requises pour s'orienter vers un système énergétique décarboné.

Les décisions en matière d'investissement doivent aller de pair avec des politiques visant à garantir que les capacités industrielles et économiques en général s'alignent sur les objectifs de la relance et de la transition. Parallèlement au renforcement des investissements, il faut une sensibilisation politique toute particulière en faveur de l'accroissement de la capacité de fabrication existante, de la création de chaînes d'approvisionnement et de l'élargissement du potentiel de la main-d'œuvre qualifiée disponible.

Pour ouvrir la voie vers une transition juste, les politiques en matière de travail et de protection sociale doivent être adaptées aux besoins spécifiques de chaque pays et région. Parmi les interventions sur le marché du travail peuvent figurer la création de services pour l'emploi (mise en correspondance des emplois avec des candidats qualifiés ; animation de formation sur le poste de travail et en dehors ; et mise en place de filets de sécurité), ainsi que des subventions au déménagement, entre autres mesures destinées à faciliter la mobilité de la main-d'œuvre en cas de besoin. Des programmes pourraient également soutenir le maintien de travailleurs du secteur des énergies fossiles dont les compétences peuvent être réorientées en faveur de la transition énergétique. Les considérations d'équité sociale, en particulier les aspects liés à l'égalité hommes-femmes, doivent être intégrées dans la conception des politiques et des programmes afin d'exploiter pleinement le potentiel de la société et de garantir que personne n'est laissé pour compte.

Pour en savoir plus :

Post-COVID recovery: An agenda for resilience, development and equality (IRENA, 2020)



ÉTUDES DE CAS



ITALIE

L'Italie fait partie des économies du monde gravement touchées par la crise de la COVID-19. Aux tout premiers stades de la pandémie, le pays a annoncé un plan économique visant à introduire des mesures pour relancer l'économie à travers des régimes de réduction fiscale applicables à des solutions énergétiques comme l'énergie solaire et les bornes de recharge domestiques pour voitures électriques. Le plan prévoit une révision importante de l'« Ecobonus », un régime fiscal favorisant une reprise encore plus durable d'un point de vue écologique et social en accordant une réduction des taxes sur l'achat d'appareils et de systèmes écoénergétiques et/ou verts pouvant aller jusqu'à 110 %.



NIGÉRIA

Dans le cadre d'un plan économique baptisé « Bouncing back » présenté en juin 2020, le Nigéria a fixé ses priorités sur « la promotion de la recherche et du développement durables dans le domaine des sources d'énergie renouvelables et alternatives ». Avec l'objectif ambitieux d'installer 5 millions de systèmes solaires dans les maisons, le pays devrait accroître l'accès à l'énergie en fournissant de l'électricité à quelque 25 millions de personnes supplémentaires, grâce à ce plan qui créera également 250 000 nouveaux emplois.



RÉPUBLIQUE DE CORÉE

Depuis l'adoption en 2012 d'un système de norme de portefeuille renouvelable (RPS) visant à augmenter la part de marché des énergies renouvelables, la Corée du Sud a mis en œuvre plusieurs mesures pour ouvrir la voie à ces énergies. Dans son plan de relance post-Covid, le pays mise sur l'énergie verte en augmentant les investissements dans les énergies renouvelables. Un fonds d'environ 1 700 milliards de wons (1,4 milliard de dollars) a été constitué pour aider les petites et moyennes entreprises qui adoptent des modèles commerciaux verts et durables, tandis qu'il est prévu d'investir 5 400 milliards de wons (4,6 milliards de dollars) en infrastructures d'énergie solaire, éolienne et sous forme d'hydrogène. Toutes ces mesures augmenteront considérablement le nombre de nouveaux emplois.

POINT DE VUE

Ibtissame Azzaoui, membre du Parlement, Maroc

Le Maroc est un pionnier mondial dans l'intégration des énergies renouvelables. Son objectif est de faire en sorte que 42 % de sa puissance totale soit issue des énergies renouvelables d'ici fin 2020, et 52 % à l'horizon 2030.

La transition énergétique du Maroc s'appuie sur un véritable soutien politique et parlementaire. Le Parlement donne la priorité au développement durable d'énergies renouvelables diversifiées (solaire, éolienne et autres) pour satisfaire la demande croissante d'électricité, préserver l'environnement et réduire la dépendance aux ressources polluantes.

Pour mettre en œuvre sa stratégie, le Parlement a défini un important cadre juridique. Ces derniers temps, les législateurs marocains ont voté de nombreuses lois : création de nouvelles institutions visant à renforcer la gouvernance du secteur, libéralisation du marché de l'électricité, régulation de la production d'électricité issue de sources renouvelables, entre autres mesures en lien avec l'efficacité énergétique.

L'après-COVID19 sera caractérisé par une nouvelle génération de défis à tous les niveaux et un nouveau modèle énergétique. La pandémie a démontré le besoin de privilégier dans l'ordre du jour international une transition énergétique en faveur des énergies renouvelables, car celle-ci est à même de jouer un rôle essentiel dans les plans de relance économique. Le leadership parlementaire est essentiel pour relever les défis à venir.



Mme Ibtissame Azzaoui, élue en 2016 la plus jeune députée parlementaire marocaine, est membre de la Commission des affaires étrangères.

Elle est également présidente pour la région MENA du réseau parlementaire international UNITE, et membre du Parlement du Climat.

Ingénieure et chercheuse doctorante, elle a par ailleurs été membre de la commission mixte entre le Parlement marocain et le Parlement européen.

SUR LE TERRAIN

LES PLANS DE STIMULATION BASÉS SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES APPORTENT DES AVANTAGES EN MATIÈRE D'EMPLOI ET DE CROISSANCE

- » **Sous réserve d'être bien conçues, les politiques en matière de déploiement, d'intégration et de promotion des énergies renouvelables pourraient créer des millions de nouveaux emplois à condition que les pays du monde entier choisissent de s'orienter vers des solutions énergétiques durables à long terme.**
- » **La formulation de politiques cohérentes, adaptées au contexte économique et social de chaque région, peut assurer la réalisation des objectifs climatiques et énergétiques de manière efficace et équitable.**
- » **L'adoption accélérée des énergies renouvelables pourrait faire passer le nombre total d'emplois dans le secteur de l'énergie à 100 millions d'ici 2050.**

Stimulée par la nécessité de surmonter la pandémie de COVID-19 à travers un effort d'investissement en faveur d'une relance verte, si elle est accélérée, la transition énergétique peut apporter des avantages socio-économiques substantiels, notamment par la création d'emplois et d'avantages économiques indispensables.

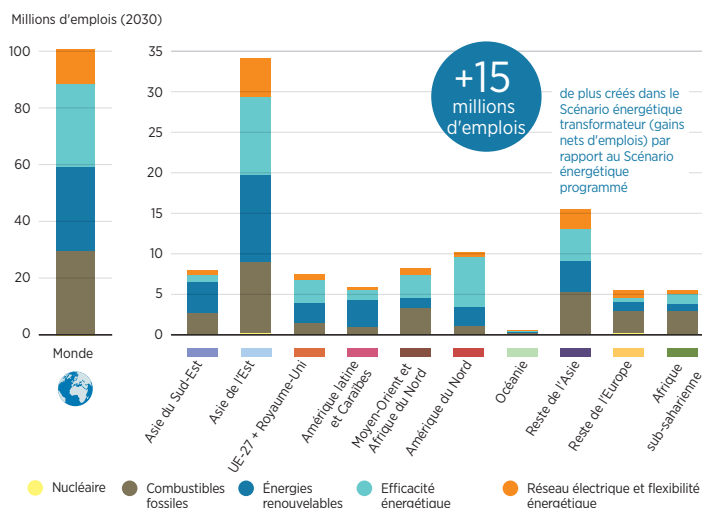
Ce que l'on appelle l'intensité en emploi de l'investissement, à savoir l'emploi généré pour chaque unité d'investissement, varie d'une technologie à l'autre. Chaque million de dollars investi dans les technologies de transition énergétique crée près de trois fois plus d'emplois que les énergies fossiles.

De plus, les différences significatives entre les régions reflètent les conditions spécifiques de chaque pays, comme la profondeur et les caractéristiques des chaînes de valeur locales, les dépendances vis-à-vis de l'énergie et des produits de base, ou encore les relations commerciales.

Les décideurs politiques ont aujourd'hui la possibilité de relever l'ambition de leurs plans de transition énergétique et de renforcer les chaînes de valeur qui lui sont associées en fusionnant ces plans de transition avec les programmes de relance post-COVID-19. Une telle approche permettra de tirer parti de l'impact positif de la transition énergétique sur l'emploi.

Le potentiel d'emploi considérable des programmes de relance verte – Le rapport de l'IRENA « Perspectives mondiales pour les énergies renouvelables : Transformation énergétique 2050 » montre que l'investissement dans la transition énergétique, dans le cadre du Scénario énergétique transformateur, permettrait de créer 100 millions d'emplois dans le secteur de l'énergie d'ici à 2030, soit une augmentation de 74 % par rapport aux 58 millions actuels, et 15 millions de plus que les emplois créés par le Scénario énergétique programmé selon les plans et engagements actuels des pays.

Les emplois dans les énergies renouvelables passeraient à près de 30 millions en 2030, contre environ 12 millions en 2017. L'emploi dans le secteur de l'efficacité énergétique passerait de moins de 10 millions à 29 millions, tandis que celui correspondant au domaine de la flexibilité des systèmes énergétiques et des réseaux augmenterait probablement de 7,4 à 12 millions de postes. Dans chaque cas, le Scénario énergétique transformateur, plus ambitieux, offre des gains significatifs par rapport au Scénario énergétique programmé.



Concevoir des politiques appropriées en matière de travail et d'éducation – Il faut des politiques du marché du travail bien conçues et des programmes d'éducation et de formation tournés vers l'avenir pour encourager la croissance d'une main-d'œuvre qualifiée dans le domaine des énergies renouvelables et combler la pénurie de compétences qui pourrait survenir à mesure que le secteur se développe et évolue. Les politiques peuvent favoriser ce processus de plusieurs manières, notamment par l'amélioration de la qualité des programmes universitaires et des programmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP), l'intégration des technologies de l'information pour l'apprentissage à distance (très important dans le contexte de la crise de la pandémie de COVID-19), une meilleure utilisation des technologies de l'information afin de garantir la continuité de l'éducation et la formation des étudiants d'aujourd'hui, et l'intégration de l'éducation à l'énergie et au climat dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur.

Adopter des politiques du travail globales – Si la transition énergétique offre de nombreuses possibilités en matière de création d'emplois, les politiques du marché du travail doivent également tenir compte des changements structurels, et notamment des écarts temporels, spatiaux, éducatifs ou sectoriels. À mesure que la transition énergétique avancera, la modification des profils professionnels et de compétences sera tout aussi critique que l'évolution des chiffres de l'emploi. Parce que les problèmes de main-d'œuvre sont spécifiques à chaque contexte, les politiques de travail en faveur d'une transition juste dépendront des circonstances de chaque région et chaque pays.

Parmi les interventions efficaces dans le domaine du marché du travail peuvent figurer la création de services adéquats pour l'emploi (mise en correspondance des emplois avec des candidats qualifiés ; animation de formation sur le poste de travail et en dehors ; et mise en place de filets de sécurité), ainsi que des mesures destinées à faciliter la mobilité de la main-d'œuvre en cas de besoin, comme les subventions au déménagement.

La mise en valeur des capacités locales peut entraîner la création d'un nombre d'emplois considérable

Le secteur des énergies renouvelables trouvera également des avantages dans des politiques du travail qui englobent et encouragent les meilleures pratiques en matière de sécurité, de rémunération, de droits au travail et de normes de qualité. La volonté de garantir des emplois de qualité devrait se refléter à la fois dans les plans de stimulation à court terme et dans les réponses politiques données à plus long terme.

Les modalités de travail flexibles, les formes volontaires de travail à temps partiel et le télétravail via les logiciels de visioconférence sont des moyens importants de recruter et de retenir les talents au lendemain de la crise de la COVID-19, mais aussi au long cours.

Améliorer l'éducation et la formation, y compris les programmes techniques et professionnels – L'élaboration de programmes d'éducation et de formation adéquats peut contribuer à éviter ou à minimiser la pénurie de compétences. Pour cela, il est nécessaire de suivre l'évolution des profils de compétences, d'identifier les éventuelles pénuries et de collaborer avec les établissements d'enseignement et le secteur des énergies renouvelables pour remédier à tout écart entre les profils de renforcement des compétences d'une part, et les besoins de la transition énergétique, d'autre part.

Les établissements d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) ont besoin d'un soutien financier et technique pour garantir le niveau de qualité de leur formation. Les programmes doivent être en mesure de s'aligner sur les compétences nécessaires dans un secteur des énergies renouvelables en constante évolution ; les instructeurs doivent

recevoir une formation adaptée aux besoins ; l'équipement doit être tenu à jour ; et les technologies de l'information et des communications doivent occuper une place importante. Pour que le développement des compétences puisse répondre aux besoins du secteur des énergies renouvelables, l'EFTP, notamment dans le secteur de la fabrication, devrait aller au-delà de compétences comme le travail du métal ou le soudage, et s'attacher à instruire les travailleurs dans des domaines tels que le développement de matériaux avancés et la conception numérique.

L'accréditation des programmes et la certification des diplômés joueront à ce titre un rôle déterminant. La possibilité de se former sur le lieu de travail, par exemple à travers des stages d'apprentissage, doit également être intégrée dans les programmes d'EFTP. Des bourses ciblées, ou encore des activités de sensibilisation et de mentorat peuvent également être déployées pour attirer davantage de femmes et de filles vers des programmes axés sur les énergies renouvelables.

Soutenir l'éducation aux énergies renouvelables dès le plus jeune âge – Pour renforcer les capacités professionnelles à l'échelon local en vue de développer, de gérer et d'exécuter des projets d'énergie renouvelable, des partenariats étroits devront être établis entre les universités, les gouvernements et les entreprises pour garantir que les programmes d'enseignement sur l'énergie préparent les étudiants à des carrières dans ce type d'énergies, que ce soit dans le domaine de l'ingénierie, de la gestion ou de la politique, entre autres. Les politiques éducatives ont également besoin de renforcer les capacités des enseignants.

Sensibiliser les jeunes aux domaines et carrières du secteur des énergies renouvelables dès le début de leur scolarité est un bon moyen de développer leur intérêt et leur compréhension. L'intégration d'une éducation à l'énergie et au climat dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur est un moyen d'y parvenir. Les programmes pédagogiques nationaux pourraient ainsi non seulement s'intéresser à l'aspect scientifique et technologique, mais encore aborder les dimensions sociales et environnementales de la transition énergétique.

Pour en savoir plus :

Perspectives mondiales pour les énergies renouvelables : transformation énergétique pour 2050 (IRENA, 2020)

Post-COVID recovery: An agenda for resilience, development and equality (IRENA, 2020)



Photograph: Shutterstock

ORIENTATIONS POLITIQUES

MESURES À COURT TERME POUR STIMULER LA REPRISE ET ACCÉLÉRER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

La pause involontaire que la pandémie de COVID-19 a imposée à l'économie mondiale offre une occasion unique de revoir le rôle des politiques énergétiques dans la prise de décision économique stratégique. Les efforts de relance peuvent et doivent s'aligner sur la trajectoire d'une transition énergétique ambitieuse, en s'appuyant sur les principes exprimés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'Accord de Paris de 2015 sur le changement climatique. Les décideurs qui travaillent à l'élaboration de mesures de réponse doivent :

• UTILISER LES FINANCES PUBLIQUES DE MANIÈRE STRATÉGIQUE

- » Fournir des instruments d'atténuation des risques (par exemple, des garanties, des instruments de couverture de change et des mécanismes de réserves de liquidités) en vue de mobiliser des capitaux privés.
- » Réorienter les finances publiques depuis les énergies fossiles vers des investissements liés à la transition énergétique.
- » Conditionner à une action climatique mesurable le soutien financier apporté aux entreprises à fortes émissions de carbone.
- » Conditionner les plans de renflouement de l'industrie énergétique au remplacement des centrales à combustibles fossiles par de nouvelles installations d'énergies renouvelables ou à la réalisation des objectifs de production d'énergie renouvelable.
- » Mettre en œuvre une tarification du carbone pour éviter une dérive de la reprise économique à mesure que la pandémie recule.
- » Mobiliser des financements publics en vue d'encourager les investissements dans des infrastructures habilitantes pour l'énergie renouvelable (réseaux intelligents et interconnexions transnationales, par exemple), le chauffage (réseaux de chauffage et de refroidissement urbains) et les transports (notamment via les bornes de recharge pour véhicules électriques).
- » Identifier et éliminer les risques associés aux projets d'approvisionnement en chaleur et gaz à base de sources renouvelables, comme la prescription de zones pour garantir la demande et la rationalisation des procédures de délivrance de permis.

• ACCROÎTRE LES AMBITIONS CLIMATIQUES NATIONALES ET RELEVER LES OBJECTIFS LIÉS À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

- » Adopter des objectifs ambitieux en matière de transition énergétique dans les prochaines CDN.
- » Aligner les CDN sur les plans de transition énergétique et les mesures de relance.
- » Définir et aligner les objectifs en matière d'énergie renouvelable dans toutes les utilisations finales (électricité, chauffage et refroidissement, transport).
- » Augmenter les objectifs à court et moyen terme pour tenir compte des apports supplémentaires à court terme de nouvelles capacités renouvelables en 2020 et 2021.

• MAINTENIR LES PROJETS ET LES PLANS D'INVESTISSEMENT EXISTANTS

- » Soutenir l'exploitation de centrales à base d'énergie renouvelable dans un contexte de baisse de la demande d'électricité.
- » Protéger les projets d'énergie renouvelable confrontés à des retards de construction.
- » Protéger les investissements dans la production décentralisée en installant des systèmes dans les bâtiments publics et en introduisant des instruments de soutien (par exemple : subventions en capital, comptage net/facturation).
- » Maintenir l'investissement dans les projets planifiés.
- » Encourager les investissements dans les énergies renouvelables pour les utilisations finales.

• DIVERSIFIER LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT

- » Réduire les barrières freinant l'accès des entreprises locales aux chaînes de valeur.
- » Développer des capacités de production susceptibles d'alimenter des chaînes d'approvisionnement renouvelables.
- » Promouvoir le passage à des chaînes de valeur régionales, pour renforcer la résilience globale aux chocs exogènes.
- » Établir les objectifs sur la base de données et de projections solides. L'impact doit être correctement évalué, à la fois en termes de déploiement d'énergies renouvelables et de besoins d'investissement.

• PROMOUVOIR LA PARTICIPATION DE TOUTES LES PARTIES PRENANTES POUR ACCROÎTRE L'IMPLICATION ET L'ACCEPTATION

- » Introduire des mesures de protection sociale pour les travailleurs du secteur de l'énergie touchés par la récession induite par la pandémie.
- » Créer de nouvelles possibilités d'emploi en tirant parti des capacités locales des technologies de transition énergétique tout au long de la chaîne de valeur.
- » Offrir aux travailleurs qui ont perdu ou risquent de perdre leur emploi, notamment dans le domaine des combustibles fossiles, la possibilité de se requalifier.
- » Améliorer les moyens d'apprentissage à distance en ligne pour assurer la continuité de la formation des étudiants et des stagiaires en matière d'énergies renouvelables.

Pour en savoir plus :

Post-COVID recovery: An agenda for resilience, development and equality (IRENA, 2020)

ORIENTATIONS POLITIQUES

MESURES NÉCESSAIRES D'ICI À 2030 ET AU-DELÀ

La mobilisation des financements nécessaires pour accroître les investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique requiert des mesures politiques rapides et décisives dans plusieurs domaines. Pour couvrir les investissements nécessaires à la transition énergétique, les décideurs doivent :

• AUGMENTER LES INVESTISSEMENTS EN FAVEUR DE LA TRANSITION DANS LE DOMAINE ÉLECTRIQUE :

- » Prévoir des permis accélérés, des prêts personnalisés, des contrats d'achat d'électricité à long terme basés sur des enchères pour favoriser le déploiement de technologies d'électricité renouvelable abouties.
- » Encourager la R&D et apporter des subventions et des bourses en faveur des technologies émergentes en lien avec l'électricité renouvelable.
- » Développer des solutions de flexibilité, notamment des réseaux et stations de pompage-turbinage, grâce à une planification centralisée, des permis accélérés et des prêts personnalisés, ainsi que des compteurs intelligents et des batteries, entre autres technologies de stockage, grâce à des incitations financières.
- » Repenser le marché de l'électricité pour fournir des signaux stables et long termistes aux producteurs d'énergie renouvelable tout en récompensant la flexibilité à court terme.
- » Améliorer les échanges transfrontaliers d'électricité.
- » Favoriser l'électrification des utilisations finales en synchronisant les centrales à base d'énergies renouvelables avec les plans et mesures destinés à l'électrification des transports et du chauffage et du refroidissement.

• AUGMENTER LES INVESTISSEMENTS EN FAVEUR DE LA TRANSITION DANS LE DOMAINE DU CHAUFFAGE ET DU REFOUILLISSEMENT :

- » Introduire des quotas d'énergies renouvelables pour les fournisseurs et rendre obligatoire l'utilisation de chaleur renouvelable lorsqu'elle est raccordée à un réseau.
- » Introduire des quotas d'énergies renouvelables et rendre obligatoires les chauffages décentralisés dans les codes du bâtiment.
- » Offrir des incitations financières pour subventionner le surcoût de l'investissement lié aux solutions de chauffage renouvelable dans les bâtiments et l'industrie.
- » Investir dans l'innovation, la R&D et les projets de démonstration afin de soutenir les technologies moins abouties (comme l'hydrogène vert).

• INTENSIFIER L'ACCÈS À L'ÉNERGIE :

- » Allouer des fonds à l'électrification nationale et aux appareils de cuisson salubres dans les budgets nationaux.
- » Prévoir des mécanismes de financement personnalisés pour les compagnies d'électricité, les entreprises et les consommateurs.
- » Veiller à ce que les rares financements publics soient utilisés de manière efficace, en promouvant des solutions comme le financement basé sur les résultats, afin d'améliorer la viabilité et de mobiliser les capitaux privés.
- » Renforcer la capacité des institutions financières et des intermédiaires à l'échelon local en vue d'améliorer la disponibilité des financements permettant l'accès à l'énergie et le déploiement des activités productives associées.
- » Identifier les écarts énergétiques entre secteurs qui pourraient être comblés par des solutions d'énergie distribuée.
- » Assurer l'universalité de l'accès au financement pour les entreprises énergétiques et les utilisateurs finaux.
- » Assurer un approvisionnement adéquat et fiable en énergie de type moderne aux écoles, aux établissements de soins de santé et aux centres communautaires.

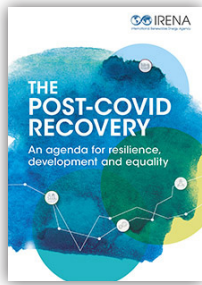
• MOBILISER L'INVESTISSEMENT DANS L'ÉNERGIE VERTE :

- » Stimuler la participation des investisseurs institutionnels dans le secteur vert en réduisant les obstacles qui freinent leurs investissements.
- » Mettre en place des cadres politiques complets, propices et clairs pour attirer de nouveaux investissements dans les énergies renouvelables et accélérer la transition énergétique.
- » Établir des exigences de viabilité pour les investisseurs, telles que l'analyse et la divulgation des risques pour le climat.
- » Revoir les restrictions à l'investissement et les règles relatives à l'adéquation des fonds propres, et établir des obligations de viabilité à long terme pour les investisseurs institutionnels, y compris des objectifs d'affectation minimale des actifs dans des secteurs verts comme les énergies renouvelables.
- » Adopter des normes en matière d'obligations vertes conformes aux objectifs climatiques mondiaux.
- » Revoir les restrictions à l'investissement et les obligations de viabilité pour les investisseurs institutionnels et imposer une affectation minimale des actifs à des secteurs verts.
- » Créer des réserves de projets d'énergie renouvelable bancables.
- » Soutenir les obligations vertes par le biais de capitaux de lancement, de démonstrations et de renforcement des capacités.

Pour en savoir plus :

Post-COVID recovery: An agenda for resilience, development and equality (IRENA, 2020)

QUELQUES PUBLICATIONS



POST-COVID RECOVERY: AN AGENDA FOR RESILIENCE, DEVELOPMENT AND EQUALITY (RELANCE POST-COVID : UN PROGRAMME POUR LA RÉSILIENCE, LE DÉVELOPPEMENT ET L'ÉGALITÉ)

Ce rapport de l'IRENA offre des conseils pratiques sur les investissements et les décisions politiques clés de la relance post-COVID. Il se base sur la stratégie globale de transformation énergétique à long terme fournie par les premières Perspectives mondiales pour les énergies renouvelables de l'IRENA.

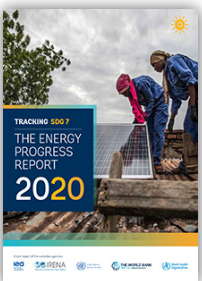
IRENA, juin 2020



WORLD ENERGY TRANSITIONS OUTLOOK: 1.5°C PATHWAY (PERSPECTIVES POUR LES TRANSITIONS ÉNERGÉTIQUES MONDIALES : LA VOIE 1,5 °C) (APERÇU)

L'aperçu des Perspectives pour les transitions énergétiques mondiales décrit une voie permettant au monde d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et de stopper le rythme du changement climatique en transformant le paysage énergétique mondial. Cet aperçu présente des solutions pour limiter l'élévation de la température globale à 1,5 °C et rapprocher les valeurs de CO₂ du zéro émission nette d'ici le milieu du siècle. On y trouvera des informations de haut niveau sur les choix technologiques, les besoins d'investissement et les contextes socio-économiques permettant de s'orienter vers un avenir énergétique durable, résilient et inclusif.

IRENA, mars 2021



TRACKING SDG 7: THE ENERGY PROGRESS REPORT (RAPPORT SUR LES PROGRÈS ÉNERGÉTIQUES DANS LE CADRE DE L'ODD 7) (2020)

Ce rapport de suivi conjoint surveille et évalue les progrès accomplis dans le monde en matière de recherche de services énergétiques durables, abordables, fiables et modernes pour tous. Publié chaque année par les agences dépositaires de l'Objectif de développement durable n° 7 (ODD 7) sur l'énergie, il sert à orienter la coopération internationale et l'élaboration des politiques pour parvenir à un accès universel et durable à l'énergie d'ici 2030.

IRENA, mai 2020



REVUE POUR LES PARLEMENTAIRES : NUMÉRO 11

PERSPECTIVES ISSUES DU CINQUIÈME FORUM DES LÉGISLATEURS DE L'IRENA

Cette édition dresse un compte rendu des débats qui se sont tenus dans le cadre du cinquième Forum des législateurs de l'IRENA à Abou Dhabi, aux Émirats arabes unis, en parallèle de la neuvième Assemblée annuelle. Des parlementaires de quelque 30 pays se sont réunis pour débattre des défis et possibilités actuels, ainsi que de l'action à mener au niveau parlementaire pour accélérer la transformation énergétique, tout en garantissant l'engagement des communautés et la promotion d'une transition juste et équitable.

English Français Español

LES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN TANT QUE CATALYSEURS DE SERVICES

En juillet 2020, l'Agence internationale pour les énergies renouvelables a tenu son premier Dialogue des législateurs de l'IRENA, rassemblant des parlementaires du monde entier autour du débat sur les vertus d'une réponse à la pandémie de COVID-19 basée sur les énergies renouvelables. En améliorant l'accès à l'énergie, les énergies renouvelables peuvent jouer un rôle important, celui de catalyseurs de services garantissant une approche d'inclusion sociale, capable de renforcer le niveau de vie et le développement des communautés au cours de la prochaine décennie.

Le Dialogue, placé sous la modération du Dr Kandeh Yumkella, député de Sierra Leone, a été inauguré par le Directeur général de l'IRENA, Francesco La Camera, et Douka Sediko, commissaire de la CEDEAO chargé de l'Énergie et des Mines.

Dans ses premières remarques à la réunion, le Dr Yumkella a donné le ton en soulignant l'importance capitale d'un système énergétique à faible émission de carbone pour la réalisation des objectifs de développement : « Avant la pandémie de COVID-19, nous savions déjà que les transitions énergétiques étaient importantes, aussi bien pour faire face au changement climatique que pour le développement humain », a-t-il déclaré.

L'importance des énergies renouvelables dans la réalisation de nombreux objectifs de développement durable a été un thème récurrent tout au long des débats. Les parlementaires ont souligné les caractéristiques uniques qui font des énergies renouvelables la solution la plus efficace pour fournir une énergie fiable et abordable aux communautés rurales.

Les participants ont souligné que des solutions d'énergies renouvelables facilement déployables, comme le solaire hors réseau, peuvent être utilisées pour permettre aux pays en développement d'accéder rapidement à des soins de santé, à l'éducation et à des appareils de cuisson sains. En outre, aussi bien dans les pays développés que ceux en voie de développement, une reprise fondée sur les énergies renouvelables peut entraîner une croissance significative de l'emploi et relancer l'économie mondiale durement touchée par la pandémie de COVID-19.

« Dans la conception des mesures visant à garantir la relance après la pandémie, les gouvernements doivent assurer la résilience des économies et des sociétés », a déclaré le Directeur général Francesco La Camera, ajoutant que les parlementaires peuvent jouer un rôle central dans l'adoption de plans de relance et de stimulation qui privilégient l'énergie durable.

Douka Sediko a profité de l'occasion pour annoncer son partenariat avec l'IRENA en vue de développer un futur Dialogue des législateurs pour les parlementaires ouest-africains, dont la vocation est de soutenir le déploiement accéléré des énergies



Panélistes du Dialogue des législateurs de l'IRENA

renouvelables et de souligner le rôle de celles-ci en tant que catalyseurs de services dans la région. « La pandémie a compliqué nos efforts pour atteindre les objectifs régionaux des stratégies d'énergies renouvelables de la région, démontrant la nécessité de constituer des partenariats régionaux, d'attirer des capitaux et des investissements dans les pays de la CEDEAO et de développer des politiques et des cadres favorables », a déclaré Douka Sediko.

La commission de la CEDEAO salue donc l'initiative d'organiser un Dialogue des législateurs avec les membres du parlement de la CEDEAO, entre autres parties prenantes concernées.

Les problèmes liés au manque de capitaux ont également été abordés, soulignant le besoin de cadres habilitants capables de recueillir les fonds nécessaires pour financer des projets bancables dans les pays en développement. Les députés ont unanimement soutenu l'initiative de l'IRENA qui vise à promouvoir le partage des connaissances et la coopération à travers sa série de Dialogues avec les législateurs et ont approuvé sa proposition de développer une approche plus régionale dans les futurs dialogues.

Les parlementaires peuvent jouer un rôle central dans l'adoption de plans de relance et de stimulation qui privilégient l'énergie durable. Leur leadership et leur initiative politiques sont plus que jamais nécessaires

FORUM DES LÉGISLATEURS DE L'IRENA 2021

RAPPORT À LA ONZIÈME ASSEMBLÉE DE L'IRENA 21 JANVIER 2021

100 législateurs représentant plus de 50 pays se sont virtuellement réunis pour organiser le 6e Forum des législateurs de l'IRENA organisé par l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) le 13 janvier 2021 afin de débattre sur des « Mesures parlementaires visant à accroître les investissements dans les énergies renouvelables : l'énergie renouvelable en tant que catalyseur de services. »

Très tôt dans les débats, l'accès à des services énergétiques modernes et durables a été identifié comme un domaine de grande préoccupation et de délibération, compte tenu de la crise sanitaire et économique que traverse le monde aujourd'hui. À cet effet, l'édition virtuelle 2021 du Forum des législateurs de l'IRENA a exploré les mesures à court et moyen terme que les parlementaires peuvent mettre en œuvre pour mobiliser et augmenter les investissements dans le secteur des énergies renouvelables, à la fois au niveau local et national, et déployer des services capables de fournir toute une série d'avantages significatifs en termes de croissance économique et d'emploi, d'amélioration des services de santé, de résolution des problèmes liés au changement climatique et aux défis alimentaires qui se posent dans le secteur agricole.

Les participants au Forum des législateurs de l'IRENA 2021 ont réitéré leur engagement, en leur qualité de parlementaires, à promouvoir le déploiement de projets d'énergie renouvelable et à soutenir l'augmentation des investissements dans ce domaine pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) et des cibles établies par l'Accord de Paris, mais également avec la vocation de garantir un avenir plus propre, plus efficient et plus vert pour leurs pays tout en assurant la relance post-COVID-19.

À cet égard, les législateurs ont également exprimé le besoin et la reconnaissance du rôle de l'IRENA dans la mise en place de cadres législatifs et politiques nationaux en soutien au déploiement des énergies renouvelables. Ils ont accueilli favorablement la suite de services de facilitation de projets mise au point par l'IRENA, un outil destiné à aider les pays, dans le cadre de leurs transitions énergétiques, à surmonter les défis liés à la sécurisation des investissements dans les énergies renouvelables. Les législateurs ont également reconnu la nécessité, pour les partenaires multilatéraux, d'aider les pays à éliminer systématiquement et de manière cohérente les barrières à la constitution d'un portefeuille régulier de projets évolutifs, attrayants pour les investisseurs, tout en mettant en évidence les possibilités offertes par les énergies renouvelables, surtout compte tenu de la situation à laquelle les pays doivent aujourd'hui faire face.

Les participants ont également souligné que la bascule vers des systèmes basés sur les énergies renouvelables requiert la mobilisation de capitaux, non seulement auprès des acteurs privés, mais encore des investisseurs institutionnels, comme les régimes de retraite, les compagnies d'assurance, les fonds souverains, les fondations et les dotations. Les législateurs ont par ailleurs mis l'accent sur le fait que les fonds publics doivent donner priorité aux investissements pour conduire un changement structurel plus large et encourager les stratégies nationales et régionales de transition énergétique, en tant qu'étape décisive dans la création d'économies et de sociétés résilientes.

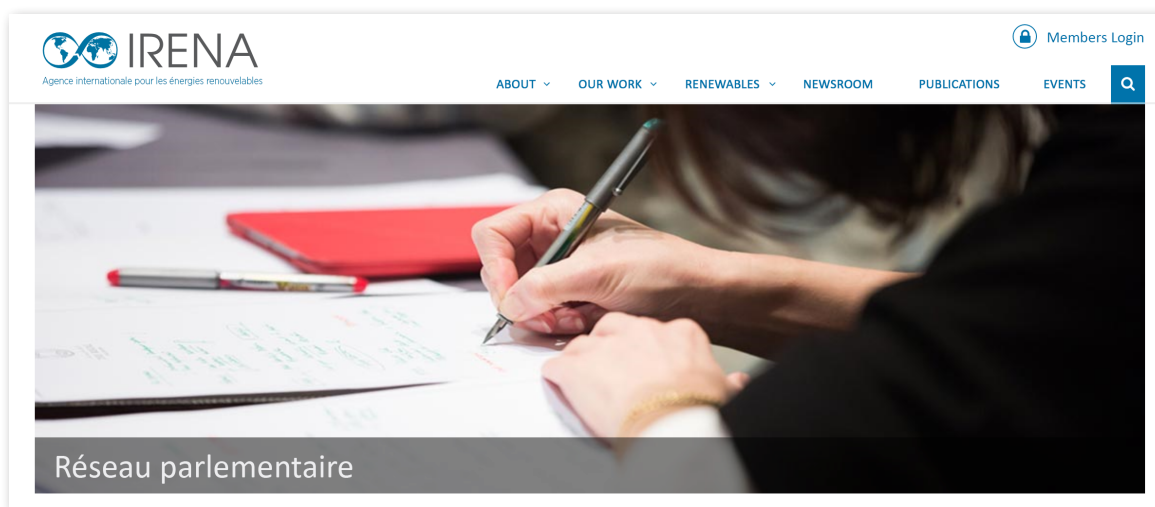
Les parlementaires ont encouragé l'IRENA à promouvoir davantage le dialogue et la coopération avec les parlementaires, les associations parlementaires et les associations interparlementaires régionales et mondiales, et à faciliter dans la mesure du possible de telles collaborations pour accélérer les transitions énergétiques.

En conclusion du sixième Forum des législateurs de l'IRENA, les parlementaires participants ont une nouvelle fois rendu hommage au Forum, lequel constitue une plateforme efficace pour faciliter un dialogue durable et continu entre l'IRENA et les parlementaires, et entre les organisations et associations parlementaires. Ils ont confirmé leur soutien à de tels dialogues dans le but de promouvoir l'élaboration de politiques et de dispositifs fondés sur des données factuelles.

**Le rapport sur les résultats du Forum des législateurs de l'IRENA 2021 a été présenté à la 11e session de l'Assemblée de l'IRENA par l'honorable Dr Kandeh Yumkella, député de Sierra Leone.*

Pour de plus amples informations, le Forum des législateurs de l'IRENA 2021 met *ici* à votre disposition du matériel, dont un enregistrement

S'ENGAGER AUPRÈS DE L'IRENA TOUT AU LONG DE L'ANNÉE



Revue pour les parlementaires



Forum des législateurs



Réseau parlementaire (Facebook)

Découvrez tout le savoir-faire de l'IRENA

à travers ses publications libres d'accès,
ses infographies, ses données et chiffres actualisés

www.irena.org

Consultez la page du réseau parlementaire de l'IRENA

www.irena.org/parliamentarynetwork

Abonnez-vous pour recevoir la REvue pour les parlementaires de l'IRENA,

un périodique consacré aux énergies renouvelables et qui regroupe les toutes dernières innovations,
expériences et bonnes pratiques

en matière politique, socio-économique, financière et technique.

© IRENA 2021

Sauf mention contraire, la présente publication et son contenu sont la propriété de l'Agence Internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) et sont protégés par le droit d'auteur de l'IRENA.

Le contenu de la présente publication peut être librement utilisé, partagé, copié, reproduit, imprimé et/ou stocké à condition d'être clairement attribué à l'IRENA.

Les éléments de la présente publication attribués à des tiers peuvent être protégés par le droit d'auteur de tiers et faire l'objet de conditions d'utilisation distinctes.

Avis de non-responsabilité

La présente publication et les éléments qu'elle contient sont fournis « en l'état ». Ni l'IRENA ni aucun de ses représentants, agents, fournisseurs de données ou d'autres contenus tiers n'offrent aucune garantie, y compris concernant l'exactitude, le caractère complet ou l'adéquation du contenu de la présente publication en vue d'une utilisation particulière ou concernant la non-violation de droits de tiers, ni n'assument aucune responsabilité liée à l'utilisation de la présente publication ou des éléments qu'elle contient. Les opinions exprimées dans la présente publication sont la responsabilité exclusive de leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement le point de vue de l'IRENA ou de ses membres. Aucun élément contenu dans la présente publication ne saurait être interprété comme une approbation à l'égard d'un projet, produit ou prestataire particulier.

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'IRENA, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites territoriales.